

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/46788]

**13 SEPTEMBRE 2023.** — Loi modifiant la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

### CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox*

**Art. 2.** À l'article 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans la phrase liminaire, les mots "les services cités" sont remplacés par les mots "les services et personnes cités";

b) la disposition est complétée par les j. à l. rédigés comme suit:

"j. les personnes physiques ou les titulaires d'un numéro d'entreprise qui répondent à un message qui leur a été envoyé par le biais de l'eBox par les utilisateurs visés aux a. à i.;

k. le prestataire d'un service d'envoi recommandé électronique qualifié tel que visé à l'article 3, points 20) et 37), du règlement (UE) n<sup>o</sup> 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, uniquement pour l'envoi d'une notification indiquant qu'un envoi recommandé électronique qualifié pour le destinataire est disponible chez le prestataire d'un service d'envoi recommandé électronique qualifié;

l. le prestataire d'un service d'envoi recommandé électronique qualifié tel que visé à l'article 3, points 20) et 37), du règlement (UE) n<sup>o</sup> 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, lorsqu'il transmet un envoi recommandé électronique qualifié au nom et pour le compte de personnes physiques ou de titulaires d'un numéro d'entreprise qui utilisent le service de ce prestataire de services."

**Art. 3.** Dans l'article 2, 3<sup>o</sup>, de la même loi, les mots "d'échanger des messages électroniques avec" sont chaque fois remplacés par les mots "d'envoyer des messages électroniques aux et de recevoir des messages électroniques".

**Art. 4.** À l'article 3 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> l'alinéa 3 est abrogé;

2<sup>o</sup> l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit:

"À l'exception des composants qui sont utilisés pour la réception dans l'eBox des messages envoyés par les utilisateurs visés à l'article 2, 1<sup>o</sup>, l., l'eBox et les composants pour les signatures électroniques, les envois recommandés électroniques, l'horodatage électronique, les cachets électroniques et l'archivage électronique, qui sont utilisés pour le fonctionnement de l'eBox, relèvent de l'exclusion prévue à l'article XII.24, § 3, du Code de droit économique."

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/46788]

**13 SEPTEMBER 2023.** — Wet tot wijziging van de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

### HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

### HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox*

**Art. 2.** In artikel 2, 1<sup>o</sup>, van de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de inleidende zin wordt aangevuld met de woorden "en personen";

b) de bepaling wordt aangevuld met de bepalingen onder j. tot l., luidende:

"j. de natuurlijke personen of houders van een ondernemingsnummer die antwoorden op een bericht naar hen verzonden via de eBox door de gebruikers bedoeld in de bepalingen onder a. tot i.;

k. de verlener van een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging zoals bedoeld in artikel 3, punten 20 en 37, van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, enkel voor de verzending van een notificatie om te melden dat een gekwalificeerde elektronisch aangetekende bezorging voor de bestemming beschikbaar is bij de verlener van een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging;

l. de verlener van een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging zoals bedoeld in artikel 3, punten 20 en 37, van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, wanneer hij een gekwalificeerde elektronisch aangetekende bezorging verzendt in naam en voor rekening van natuurlijke personen of houders van een ondernemingsnummer die van de dienst van die dienstverlener gebruik maken."

**Art. 3.** In artikel 2, 3<sup>o</sup>, van dezelfde wet worden de woorden "uit te wisselen met" telkens vervangen door de woorden "te versturen naar en te ontvangen van".

**Art. 4.** In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> het derde lid wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> het vroegere vierde lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen als volgt:

"Met uitzondering van de componenten die gebruikt worden voor de ontvangst in de eBox van berichten verzonden door de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1<sup>o</sup> l., vallen de eBox en de componenten voor elektronische handtekeningen, elektronische aangetekende zendingen, elektronische tijdstempel, elektronische zegels en elektronische archivering, die gebruikt worden voor de werking van de eBox, onder de uitsluiting bepaald in artikel XII.24, § 3, van het Wetboek van Economisch Recht."

**Art. 5.** L'article 5 de la même loi est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Sauf disposition contraire dans la réglementation applicable, le moment de l'envoi électronique au destinataire correspond au moment auquel l'utilisateur a confié le message à un système d'information en vue de l'échange électronique de messages d'une façon qui ne lui permet plus de révoquer ou de modifier le message.

Sauf disposition contraire dans la réglementation applicable, le moment de la réception électronique par le destinataire correspond au moment auquel le message est accessible au destinataire.

Sauf disposition contraire dans la réglementation applicable, lorsque l'envoi ou la réception d'un message fait courir un délai, ce délai commence à courir à partir du premier jour ouvrable qui suit le moment respectivement de l'envoi électronique ou de la réception électronique.”

**Art. 6.** À l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa unique ancien, devenant l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “visés à l'article 2, 1°, a. à i.,” sont insérés entre les mots “Les utilisateurs” et les mots “informent au préalable les destinataires” et la phrase “Les personnes physiques doivent avoir expressément consenti au préalable à l'échange électronique de messages via l'eBox et doivent pouvoir retirer ce consentement à tout moment.” est abrogée;

2° l'article est complété par six alinéas rédigés comme suit:

“Pour l'utilisation de l'eBox pour personnes physiques, les destinataires doivent avoir expressément consenti au préalable à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox avec les utilisateurs visés à l'article 2, 1°, a. à i., et doivent pouvoir retirer ce consentement à tout moment pour des messages futurs.

Pour la réception dans l'eBox pour personnes physiques des notifications ou des envois recommandés électroniques de la part des utilisateurs visés à l'article 2, 1°, k. et l., les destinataires doivent avoir expressément consenti au préalable et doivent pouvoir retirer ce consentement à tout moment pour des messages futurs. Ce consentement et le retrait de celui-ci ont lieu distinctement de ceux visés à l'alinéa 2.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et modalités des mesures visant à informer les destinataires de la disponibilité d'un message dans l'eBox et à leur rappeler les messages non lus et les effets juridiques liés à l'eBox.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et modalités pour la désactivation par le fournisseur de l'eBox visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des eBoxes pour personnes physiques non utilisées.

La personne physique qui consent à l'utilisation de l'eBox pour personnes physiques peut, pendant deux ans après l'entrée en vigueur du présent alinéa, demander explicitement à un ou plusieurs expéditeurs de recevoir également une copie sur papier des messages électroniques envoyés via l'eBox dans le futur pendant une période de maximum un an. Cette demande peut être répétée une fois pendant deux ans après l'entrée en vigueur du présent alinéa. Les messages électroniques envoyés pendant cette période produisent les effets juridiques visés à l'article 7. Les expéditeurs sont responsables de l'envoi de la copie sur papier.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 6.”

**Art. 7.** À l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “avec les utilisateurs visés à l'article 2, 1°, a. à i., dans l'exécution de leurs missions de service public ou d'intérêt général, et avec les utilisateurs visés à l'article 2, 1°, j.,” sont insérés entre les mots “via l'eBox” et les mots “produit les mêmes effets juridiques”;

2° l'article est complété par la phrase suivante:

“Le cas échéant, ils indiquent lors de l'envoi du message par le biais de l'eBox de manière visible la mention “envoi recommandé” ou une mention équivalente.”

**Art. 8.** À l'article 8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “visés à l'article 2, 1°, a. à i.,” sont insérés entre les mots “les utilisateurs” et les mots “qui échangent des messages par la voie électronique par le biais de l'eBox”;

**Art. 5.** Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Tenzij anders bepaald in de toepasselijke regelgeving geldt als tijdstip van elektronische verzending aan de bestemming het tijdstip waarop de gebruiker het bericht heeft toevertrouwd aan een informatiesysteem voor de elektronische uitwisseling van berichten op een wijze die de gebruiker niet langer toelaat om het bericht te herroepen of te wijzigen.

Tenzij anders bepaald in de toepasselijke regelgeving geldt als tijdstip van elektronische ontvangst door de bestemming het tijdstip waarop het bericht toegankelijk is voor de bestemming.

Tenzij anders bepaald in de toepasselijke regelgeving, begint, ingeval de verzending of de ontvangst van een bericht een termijn doet lopen, zulke termijn te lopen vanaf de eerste werkdag volgend op het tijdstip van elektronische verzending, respectievelijk van elektronische ontvangst.”

**Art. 6.** In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vroegere enige lid, dat het eerste lid wordt, worden de woorden “bedoeld in artikel 2, 1°, a. tot i.,” ingevoegd tussen de woorden “De gebruikers” en de woorden “informerende de bestemmingen vooraf” en wordt de zin “Natuurlijke personen moeten vooraf uitdrukkelijk ingestemd hebben met de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox en moeten deze instemming op elk moment kunnen intrekken.” opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met zes leden, luidende:

“Voor het gebruik van de eBox voor natuurlijke personen moeten de bestemmingen vooraf uitdrukkelijk instemmen met de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox met de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, a. tot i., en zij moeten deze instemming voor toekomstige berichten op elk moment kunnen intrekken.

Voor de ontvangst in de eBox voor natuurlijke personen van notificaties of elektronisch aangetekende bezorgingen van de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, k. en l., moeten de bestemmingen vooraf uitdrukkelijk instemmen en moeten zij deze instemming voor toekomstige berichten op elk moment kunnen intrekken. Deze instemming en de intrekking ervan gebeuren afzonderlijk van deze bedoeld in het tweede lid.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en nadere regels voor de maatregelen die tot doel hebben de bestemmingen te verwittigen over de beschikbaarheid van een bericht in de eBox en te herinneren aan de ongelezen berichten en aan de rechtsgevolgen verbonden aan de eBox.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en nadere regels voor het deactiveren van ongebruikte eBoxes voor natuurlijke personen door de aanbieder van de eBox bedoeld in artikel 3, eerste lid.

De natuurlijke persoon die instemt met het gebruik van de eBox voor natuurlijke personen kan gedurende twee jaren na de inwerkingtreding van dit lid één of meerdere verzenders uitdrukkelijk verzoeken om een kopie van de in de toekomst via de eBox verzonden elektronische berichten eveneens op papier te ontvangen gedurende een periode van maximaal één jaar. Dit verzoek kan eenmaal worden herhaald gedurende twee jaren na de inwerkingtreding van dit lid. De elektronische berichten die in deze periode werden verzonden, brengen de rechtsgevolgen tot stand zoals bedoeld in artikel 7. De verzenders staan in voor de verzending van de kopie op papier.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum van inwerkingtreding van het zesde lid.”

**Art. 7.** In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “met de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, a. tot i., in de uitvoering van hun taken van openbare dienst of algemeen belang, en met de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, j.,” worden ingevoegd tussen de woorden “via de eBox” en de woorden “brengt dezelfde rechtsgevolgen tot stand”;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende zin:

“In voorkomend geval vermelden zij bij verzending van het bericht via de eBox op zichtbare wijze de woorden “aangetekende zending” of een gelijkwaardige vermelding.”

**Art. 8.** In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bedoeld in artikel 2, 1°, a. tot i.,” worden ingevoegd tussen de woorden “de gebruikers” en de woorden “die berichten elektronisch uitwisselen via de eBox”;

2° les mots “les données de contact communiquées par les destinataires” sont insérés entre les mots “accord exprès de la personne,” et les mots “et le numéro d’identification des personnes physiques”;

3° l’article est complété par la phrase suivante:

“Sans préjudice de l’article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, les utilisateurs visés à l’article 2, 1°, k. et l., sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national à des fins d’identification et d’authentification de la personne physique à l’occasion de l’envoi de messages par le biais de l’eBox.”

**Art. 9.** Dans l’article 10 de la même loi, les mots “, à l’exception des personnes physiques visées à l’article 2, 1°, j.,” sont insérés entre les mots “les utilisateurs” et les mots “qui rendent des documents accessibles via l’eBox”.

**Art. 10.** L’article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 13. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à partir de combien de messages envoyés par an les utilisateurs visés à l’article 2, 1°, a. à i., prévoient obligatoirement un mode d’échange électronique des messages par le biais de l’eBox pour personnes physiques et par le biais de l’eBox pour titulaires d’un numéro d’entreprise, à la date fixée par Lui. Cette date peut varier par utilisateur et par type de message.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à partir de quelle date et sous quelles conditions les utilisateurs visés à l’article 2, 1°, l., peuvent utiliser l’eBox pour personnes physiques et l’eBox pour titulaires d’un numéro d’entreprise.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, obliger l’utilisation de l’eBox pour titulaires d’un numéro d’entreprise, à la date à fixer par Lui pour toutes ou certaines catégories de titulaires d’un numéro d’entreprise. Cette date ne peut pas être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2025.”

#### CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

**Art. 11.** La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l’exception de l’article 2, b), pour ce qui concerne le l., qui entre en vigueur à la date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Adopté par la Chambre des représentants,  
Bruxelles, le 13 juillet 2023.

La présidente de la Chambre des représentants,  
Le greffier de la Chambre des représentants,

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le premier Ministre,

Le Ministre de l’Economie

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Affaires sociales

F. VANDENBROUCKE

La Ministre de la Fonction publique

P. DE SUTTER

Le Secrétaire d’Etat à la Digitalisation

M. MICHEL

Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—  
Note

(1) Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)  
Documents. — 55-3394  
Compte rendu intégral : 6 juin 2023

2° de woorden “, de contactgegevens opgegeven door de bestemmingen” worden ingevoegd tussen de woorden “instemming van de persoon” en de woorden “en het identificatienummer van de natuurlijke personen”;

3° het artikel wordt aangevuld met de volgende zin:

“Onverminderd artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zijn de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, k. en l., gemachtigd om het Rijksregisternummer te gebruiken voor de identificatie en authenticatie van de natuurlijke persoon bij verzending van berichten via de eBox.”

**Art. 9.** In artikel 10 van dezelfde wet worden de woorden “, met uitzondering van de natuurlijke personen bedoeld in artikel 2, 1°, j.,” ingevoegd tussen de woorden “de gebruikers” en de woorden “die documenten ter beschikking stellen via de eBox”.

**Art. 10.** Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vanaf hoeveel verzonden berichten per jaar de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, a. tot i., verplicht in een elektronische uitwisseling van berichten via de eBox voor natuurlijke personen en via de eBox voor houders van een ondernemingsnummer voorzien op een door Hem bepaalde datum. Deze datum kan per gebruiker en per soort van bericht verschillen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vanaf welke datum en onder welke voorwaarden de gebruikers bedoeld in artikel 2, 1°, l., gebruik kunnen maken van de eBox voor natuurlijke personen en van de eBox voor houders van een ondernemingsnummer.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het gebruik van de eBox voor houders van een ondernemingsnummer verplichten op een door Hem te bepalen datum voor alle of voor bepaalde categorieën van houders van een ondernemingsnummer. Deze datum kan niet vroeger zijn dan 1 januari 2025.”

#### HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

**Art. 11.** Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 2, b), wat de bepaling onder l. betreft, die in werking treedt op een datum bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers,  
Brussel, 13 juli 2023.

De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers,  
De griffier van de Kamer van volksvertegenwoordigers,

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De eerste Minister,

De Minister van Economie,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken,

P. DE SUTTER

De Staatssecretaris voor Digitalisering,

M. MICHEL

Met ‘s Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)  
Stukken. – 55-3394  
Integraal Verslag : 6 juni 2023